

Extractivisme et *nation-building* Entrevue avec Éric Pineault

Emiliano Arpin-Simonetti et Catherine Caron

Numéro 791, juillet–août 2017

150^e du Canada : ce qu'on ne fêtera pas

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/85711ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Arpin-Simonetti, E. & Caron, C. (2017). Extractivisme et *nation-building* : entrevue avec Éric Pineault. *Relations*, (791), 24–26.

EXTRACTIVISME ET *NATION-BUILDING*

ENTREVUE AVEC ÉRIC PINEAULT



En juillet 2013, Éric Pineault participait à une mission d'observation à Fort McMurray, centre de la production pétrolière des sables bitumineux albertains. Par la suite, il a signé le Manifeste pour sortir de la dépendance au pétrole et produit un essai-choc intitulé Le piège Énergie Est. Sortir de l'impasse des sables bitumineux (Écosociété, 2016). Professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, membre du Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé (CAFCA), c'est avec un regard d'économiste et de sociologue qu'il examine le Canada et l'évolution de sa structure coloniale, en particulier au gré de ses récentes ambitions d'État pétrolier. Relations s'est entretenue avec lui à ce sujet.

Les projets de pipelines et d'exploitation des hydrocarbures se multiplient au Canada, spécialement dans le complexe des sables bitumineux. Le destin économique du pays est-il désormais enchaîné à l'exploitation du pétrole?

Éric Pineault: Il l'est devenu. D'une part, un ensemble de politiques publiques visent à favoriser l'émergence de ce secteur, que ce soit en matière de fiscalité, de recherche et développement ou de diminution des coûts par la déréglementation environnementale. D'autre part, depuis les années 2000, un axe se consolide sérieusement entre les entreprises pétrolières de l'Alberta et Bay Street, le cœur financier du Canada. Pourquoi? Parce qu'on est dans une période de ralentissement durable des secteurs classiques de la transformation et de la production manufacturière, aggravé par la crise de 2008. Dans ce contexte, les deux secteurs porteurs d'un dynamisme atypique sont le secteur financier et le secteur extractif, dont le taux de croissance est plus élevé que les autres.

L'identité canadienne a donc été remodelée en une « identité extractive ». C'est là un changement culturel auquel ont évidemment beaucoup contribué les conservateurs, mais le gouvernement libéral participe pleinement à ce recentrage de l'économie et de l'identité canadiennes autour de la manne pétrolière des sables bitumineux. En mars dernier, à l'occasion de la conférence annuelle CERAWEEK, au Texas, devant l'industrie du pétrole, Justin Trudeau a affirmé ouvertement que parce qu'il avait mis un prix sur le carbone, il était maintenant capable de faire accepter les pipelines à la population et qu'il n'y a pas un pays au monde qui, assis sur des réserves de

179 milliards de barils de pétrole, tolérerait de les laisser sous terre. Sans dire, par contre, qu'à peine 5% de ces réserves sont extractibles... Mais bon.

La vision du Canada, telle que présentée par Trudeau au Texas, insiste sur le fait qu'il ne doit pas y avoir de tarifs frontaliers pour le pétrole envoyé aux États-Unis. C'est une conception nouvelle qui n'est plus basée sur l'ouverture d'une économie à une autre, mais sur leur intégration pure et simple, dans le but d'exporter les hydrocarbures vers l'Europe et l'Asie, entre autres. Et ça, c'est directement lié aux hydrocarbures non conventionnels qui créent un contexte de surabondance de ressources en Amérique du Nord et une éventuelle situation de pic de la demande. De fait, le complexe extractif des sables bitumineux et les différents complexes extractifs aux États-Unis sont très intégrés. Si Donald Trump s'est empressé de donner le feu vert à l'oléoduc Keystone XL, c'est pour aug-

menter le flux de pétrole issu des sables bitumineux vers les raffineries du Texas. Et pour que ce pétrole lourd circule dans les pipelines, il faut y intégrer entre 20% et 30% de condensats provenant du pétrole de schiste fournis par les producteurs étasuniens, qui ont donc tout intérêt à ce que cette industrie se développe.

Il y a donc quelque chose de paradoxal dans le fait que le Canada semble s'éloigner culturellement des États-Unis, avec l'arrivée de Donald Trump, alors que les forces libre-échangistes et intégratrices en matière d'hydrocarbures sont beaucoup plus fortes que les forces protectionnistes. Et tout ce beau monde attend l'approbation de nouvelles infrastructures de transport. Actuellement, on est capable de livrer tout ce qu'on extrait, ce qui ne serait plus le cas si on ajoutait quelque 800 000 barils par jour sur le marché, ce qui est prévu d'ici 2020. Le pipeline Trans Mountain, avec sa capacité de transport de 900 000 barils par jour, devrait pouvoir les absorber, mais l'expansion future de la production dépend de la construction de nouveaux pipelines tels Énergie Est et Keystone XL, entre autres.

Cela donne tout son sens à la devise du Canada: *A mari usque ad mare*, D'un océan à l'autre. L'industrie le répète depuis dix ans et Trudeau l'a dit à maintes reprises: «*We must get our resources to tidewater*» («jusqu'aux côtes»), qu'on a traduit en français par «faire en sorte que les ressources se rendent sur les marchés», ce qui n'a pas tout à fait la même portée symbolique...

Christian Tiffet, *Sans titre*, 2017



De fait, que pensez-vous de toute cette mobilisation des symboles nationaux du Canada pour justifier les projets de pipelines, qui n'est pas sans rappeler aussi le projet ferrovière du Grand Tronc au XIX^e siècle?

É.P.: En effet, le tracé du chemin de fer qui traversait le Canada d'est en ouest, et qui avant cela était le tracé de la route des fourrures (en particulier le castor), devient aujourd'hui la route des pipelines. C'est un tracé colonial. C'est la structure coloniale du Canada avec en son cœur un clivage structurel entre le *hinterland* et le *heartland* –entre l'arrière-pays et ce qu'on appelle «l'écoumène», soit le pays qu'on habite et où les Blancs ont centré leur économie. Les Premières Nations ont été soit exclues de cet espace, soit enfermées dans de petites enclaves –pensons aux Mohawks ou aux Abénakis– pour ensuite être refoulées «sur les terres de roche», pour reprendre l'expression de l'auteur Thomas King.

Ces terres de roche, c'est l'arrière-pays. On se refusait d'extraire des ressources dans le *heartland*, l'écoumène, parce qu'extraire c'est salaud: on l'a vu dans le dossier du gaz de schiste au Québec le long du Saint-Laurent, une tentative-type de remise en question de cette spatialité coloniale. Mais l'arrière-pays, lui, remplit deux fonctions: celle d'être une réserve de ressources, qu'on appelle aussi la frontière d'extraction, et celle d'être une voie de passage, un corridor de transport et d'exportation. En anglais, on dit le *fly over country*; dans *Le piège Énergie Est*, je parle de «corridor extractif». Au fond, on gère la

territorialité des Premières Nations de manière à garantir le fonctionnement de la frontière d'extraction et des corridors de transport. Il ne faut surtout pas que leur souveraineté puisse remettre ça en question, et ce, depuis le début de la colonie. D'ailleurs, la façon dont on a supprimé les Métis dans l'Ouest au XIX^e siècle est pour moi emblématique de ce rapport au territoire. Elle a permis de construire le chemin de fer, d'ouvrir et de transformer un arrière-pays en zone de colonisation.

Selon vous, les peuples qui habitent le territoire canadien ont-ils autre chose en commun que cette structure coloniale qui perdure?

É.P.: Notre histoire est indissociable du fait d'être la frange nord des États-Unis, cet empire qui a marqué le XX^e siècle. Ce destin historique nous a liés et donné une histoire commune qui ne se réduit pas à celle du chemin de fer ou à des considérations économiques, parce que nous sommes des êtres de culture, des êtres symboliques, des êtres de sens. On a réussi à se donner des histoires communes, croisées, mais certaines en rendant d'autres invisibles: les Anglais nous ont longtemps

«invisibilisés» dans leur histoire et nous avons «invisibilisé» – tout comme eux – les Premières Nations dans la nôtre. Le défi qui se pose à présent est d'en prendre acte et de trouver des réponses différentes nous permettant d'amorcer le dépassement de l'État colonial qui est le nôtre.

La résistance des Premières Nations face aux pipelines doit d'abord être vue comme une affirmation de leur souveraineté.

Pour les Premières Nations, les années Harper, ce sont les années de ce qu'il appelait «*the termination of native rights*» («la cessation des droits indigènes»). Dans le but d'organiser le territoire de manière à favoriser les projets extractifs, il s'agissait de faire en sorte que tous les peuples qui avaient encore des revendications territoriales acceptent la cessation de leurs droits en échange de l'obtention d'un statut de municipalité. C'est pour ça qu'à mes yeux, la résistance des Premières Nations face aux pipelines doit être vue comme une affirmation de leur souveraineté, une question de reconnaissance postcoloniale, par-delà l'enjeu écologique et environnemental fondamental.

Est-ce qu'il n'y aurait pas là un point de convergence avec la lutte pour la souveraineté du Québec ?

É.P.: Je dirais plutôt que ça nous remet en question. La façon dont les Canadiens français et les Québécois ont construit leur identité dans un contexte de relation coloniale doit évoluer, à la faveur d'un dialogue avec les Premières Nations en vue de penser avec elles un Canada ou une Amérique du Nord postcoloniale. Ça implique de mettre sur la table la façon dont nous avons construit notre «Nous» dans les 40 dernières années et de comprendre que le projet souverainiste traditionnel, tel qu'il a été imaginé depuis les années 1960, ne tient plus la route. Il doit être complètement repensé à partir du rapport au territoire. Le Québec a toujours refusé d'ouvrir cette discussion sur le territoire et la territorialité, mais à présent, il va falloir l'accepter.

En terminant, ce *nation-building* canadien, cette construction de la nation désormais arrimée à la rente pétrolière signifie-t-elle pour autant que cette rente profite vraiment à l'économie et à la population ?

É.P.: La rente pétrolière produit des effets d'entraînement sur l'économie canadienne qui sont extrêmement destructurants. Les coûts sont de loin supérieurs aux bénéfiques. D'abord, le secteur pétrolier connaît des hauts et des bas très violents; il a un effet direct sur notre devise, qui varie avec le cours du baril de pétrole, ce qui cause beaucoup de problèmes aux producteurs non pétroliers. Ensuite, on a un régime de redevances parmi les plus généreux des pays développés: les entreprises pétrolières paient des redevances très basses et ont accès à des déductions fiscales importantes pour l'exploration et pour l'innovation. Ce sont donc essentiellement les travailleurs du

secteur –qui eux, paient beaucoup d'impôts et de TPS parce qu'ils consomment beaucoup– qui contribuent aux recettes fiscales que l'État tire de cette industrie. Certes, ce secteur crée une demande pour d'autres matières premières ou des produits transformés (tuyaux, moteurs, etc.), mais on importe aussi beaucoup de machinerie des États-Unis.

Les effets déstructurants se voient aussi sur notre régime d'assurance-emploi, qu'on a modifié en faveur de cette industrie et sur nos politiques de recherche et développement –on s'est par exemple entêté à faire de la recherche sur de coûteuses technologies de séquestration du carbone pour aboutir dans un cul-de-sac total, car elles ne donnent que des résultats marginaux. C'est sans oublier nos politiques environnementales affaiblies pendant que les dégâts et les déversements se multiplient. Sans gêne, Trudeau ose nous dire que nous allons devenir le champion des hydrocarbures pour le prochain siècle! Alors même qu'on s'en va vers un pic de la demande...

Cette stratégie lamentable et irresponsable est un effet pervers de l'Accord de Paris (bien que cela était déjà présent dans le Protocole de Kyoto). Cet accord stipule que c'est à l'endroit où on brûle le pétrole qu'on attribue les émissions de CO₂ en vue de les plafonner. Pour les pays consommateurs, cela crée une incitation à réduire la consommation. Mais pour les pays qui produisent des hydrocarbures, c'est comme si on leur disait: vous avez 30 ans pour sortir le pétrole de la terre parce qu'après ça, il sera trop tard, la demande va plafonner puis décroître. Ce qui crée chez les producteurs un incitatif à ouvrir les vannes et à liquider le plus rapidement possible leurs actifs pour réaliser la valeur –pour le moment virtuelle– de leurs gisements, qui risque de se déprécier avec le temps. Et donc, la stratégie canadienne du tout-aux-pipelines est peut-être finalement une stratégie très rationnelle dans un monde régi par l'Accord de Paris. Je pense que les États-Unis savent cela et que le gouvernement Trudeau le sait aussi. Cela signifie que les luttes menées par les Premières Nations, les écologistes et tous ceux et celles qui comprennent l'urgence d'une réelle transition écologique respectueuse de la nature et des peuples devront être très tenaces, audacieuses et courageuses. ©

Entrevue réalisée par Emiliano Arpin-Simonetti, en collaboration avec Catherine Caron.



Christian Tiffet, *Transfusion et assimilation*, 2017